

SOMMAIRE

CONSEIL PARLEMENTAIRE. BONS DE SOUS. CHAMBRE DES COMMUNES. L'EMIGRATION AUX ETATS-UNIS. FOND DE SECOURS POUR LES IRLANDAIS. LES METRIERS DE LUCAN. COURRIER DE HULL. SE VICE TELEGRAPHIQUE. BALANCES DES MARCHES. A TRAVERS OTTAWA. FORTIFICATION DE LA ROUTE DE L'ARME. Raoul de Montigny. MARCHES D'OTTAWA. MARCHES ETRANGERS.

CHRONIQUE PARLEMENTAIRE

Toute la séance d'hier a été consacrée à discuter et voter les crédits affectés à la milice et à une partie des travaux publics. L'honorable M. Masson a donné toutes les explications nécessaires au sujet des dépenses du département de la milice de façon à procurer pleine satisfaction à la Chambre. De longs temps les députés n'avaient eu le plaisir d'entendre l'honorable ministre dont la parole facile et vigoureuse est toujours bien écoutée en Chambre.

Le sénat a reçu une nouvelle pétition ecclésiastique relativement au bill de M. Girouard. Celle-ci vient d'un groupe de ministres montréalais appartenant à diverses sectes. Elle demande la passation du bill avec la réserve que chaque église sera libre d'agir comme elle l'entendra sous la nouvelle loi.

Les évêques anglicans seuls, parmi le clergé protestant, se trouvent maintenant en hostilité avec le projet de M. Girouard. Les méthodistes avaient déjà donné leur adhésion à la législation du mariage des beaux-frères et belles-sœurs, et les autres dénominations sont pour la plupart représentées dans la requête dont il s'agit.

L'attitude des anglicans s'explique par le fait que l'illégalité des mariages de beaux-frères et belles-sœurs est presque un dogme de foi pour eux. C'est à la suite d'une divergence de croyance à ce sujet que l'église d'Angleterre, sous Henri VIII, s'est séparée de Rome. Mais les autres sectes, luthériennes, méthodistes, presbytériennes, etc., n'ont pas les mêmes motifs de tenir à l'empêchement pour ces sortes de mariages et leurs chefs n'hésitent pas à approuver le bill de M. Girouard.

Malgré l'espèce de conspiration du silence organisée dans le camp libéral relativement aux effets de la politique nationale, nos adversaires de la presse oppositionniste ont encore parfois forcés de constater et de reconnaître les bons résultats de la protection. Il est toujours pénible à la nature d'avouer qu'on s'est grossièrement trompé, de confesser son erreur, et nous n'attendons pas cette grandeur d'âme des libéraux. Nous comprenons que c'est déjà un effort digne d'éloge, chez nos confrères, que d'admettre de temps à autre que l'industrie renaît sous l'influence du nouveau tarif, qu'une exploitation particulière reprend vigueur dans quelque endroit. Aussi nous acceptons ces aveux et désavouons comme nous accepterions la confession entière qu'ils n'ont pas le courage de faire et qu'il serait trop cruel d'exiger d'eux.

Sir Leonard Tilley a cité l'autre jour, le Telegraph de Saint-Jean, N.B., un des adversaires déclarés du ministre des finances et de sa politique, qui reconnaissait, un peu malgré lui, que l'industrie meubrière est redevenue prospère dans la métropole du Nouveau-Brunswick. Depuis lors, le Chronicle d'Halifax est venu rendre le même témoignage à propos d'une autre branche de commerce qui se développe rapidement à la Nouvelle-Ecosse. Le Globe lui-même qui a tant prêté que la protection détournerait l'émigration anglaise de nos parages, déclare maintenant que cette immigration est aussi forte et bien choisie que par le passé, ce qui veut dire qu'elle est plus forte et mieux choisie que jamais.

On verra qu'avant la fin des cinq ans, nos adversaires auront cessé de crier contre le nouveau régime. Il ne faudrait pas être surpris même s'ils reconnaissent entièrement à ce faux cri de guerre au prochain des élections générales. Des années dernière n'avaient-ils pas évité avec soin de la soulever dans les élections provinciales?

Lord Courtney vient d'abjurer le protestantisme entre les mains de Mgr Manning. Lord Courtney doit se rendre à Rome avec l'éminent prélat.

ECHOS DU JOUR

M. Mathieu, M. P. P., a failli se noyer en traversant sur la glace entre Sorel et Berthier.

Le tribunal de London a décidé de tenir un terme spécial pour le procès des meurtriers de Lucan.

Les dernières élections, en Agri-terre, doivent avoir lieu aujourd'hui. La nouvelle chambre sera au complet demain.

Quelques journaux disent que le gouverneur-général et la princesse Louise donneront leur bal officiel à Québec cette année.

Près de six mille émigrants allemands se sont embarqués, à Brême, du 4 au 11 avril courant. Ces émigrants viennent, pour la plupart, en Amérique.

La presse catholique de France vient de faire une nouvelle recrue: M. Pierre Veillot, fils de M. Eugène Veillot, ancien élève des Pères Jésuites d'Amiens, vient de débiter dans l'Univers par une excellente apologie de ses maîtres.

Vingt-sept écoles chrétiennes libres sont déjà ouvertes à Paris, pour remplacer celles que l'administration municipale a violemment fermées. Ces écoles regorgent d'élèves, et sont par conséquent une éloquente protestation de la population parisienne contre l'arbitraire des libres penseurs.

Les libéraux ont été au pouvoir en Angleterre pendant les trois quarts du temps depuis trente ans, c'est-à-dire depuis 1850. En Canada, au contraire, ce sont les conservateurs qui ont eu l'avantage durant cette période. L'année 1880 retrouve les deux partis dans la même situation de métropole et dans la colonie.

Nous regrettons d'apprendre que M. Vallée, M. P., a résigné comme rédacteur du Courrier du Canada. C'était un solide défenseur de la cause conservatrice. Il a pour successeur M. le Dr Dionne qui a publié dernièrement une excellente brochure historique. Nos meilleurs souhaits lui sont acquis.

M. Oscar Dunn est nommé secrétaire conjoint de l'Instruction publique à Québec. M. W. E. Blumhart, ancien directeur de la presse de fer du Nord. M. Paul de Cazes est fait bibliothécaire du département de l'Instruction Publique, et M. J. B. Jodoin, de Boucherville, est nommé gardien du Palais de Justice, à Montréal, en remplacement de feu M. Loiseleur.

L'une des rumeurs les plus accréditées dans les cercles officiels, quant à la composition du nouveau cabinet anglais, est la suivante: M. Gladstone serait appelé à la Chambre des Lords en qualité de premier ministre et de premier lord de la Trésorerie; lord Hartington serait nommé ministre de la guerre et dirigerait le parti ministériel à la Chambre des communes, et lord Granville aurait le portefeuille des affaires étrangères.

Le projet de l'établissement d'un parc international inspire à l'Événement les réflexions suivantes:

Il faut espérer que la réalisation de ce beau projet ne tardera pas longtemps et qu'on mettra enfin les chutes de Niagara, ces merveilles de l'Amérique, sous la sauvegarde d'une commission internationale. Si on continue à laisser le champ libre à l'industrie, les chutes finiront par disparaître sous les m. u. u. Un de ces jours, mais on apprendra qu'un yankee entreprenant, pour plus de commodité, les a transportées sur sa propriété et qu'il utilise cette force gigantesque pour mouler son grain.

CHAMBRE DES COMMUNES

L'orateur prend son siège à trois heures. Après les affaires de routine, Sir Charles Tupper propose la seconde lecture du bill confirmant l'achat d'une certaine partie de la ligne du chemin de fer du Grand Tronc, affecté par le gouvernement.

Motion adoptée. La chambre se forme en comité sur le bill, qui est rapporté sans amendements et lu une troisième fois.

Sur motion de Sir John A. Macdonald, le bill ayant pour objet de régler définitivement les réclamations à des terres du Manitoba par suite d'occupations en vertu de l'acte 33 Vict., chap. 3, est lu une seconde fois, considéré en comité et lu pour la troisième fois.

La chambre se forme en comité des subsides. L'item de \$680,200, pour la milice, est pris sous considération. M. Strange—Déjà l'an dernier j'ai attiré l'attention de la chambre sur

L'ÉTAT DÉPENDANT

l'état dépendant dans lequel se trouvent les milices. Depuis 1873, il n'y a pas eu de camps de brigade; si l'on veut que notre effectif volontaire puisse rendre à l'occasion quelques services au pays, il ne faut épargner aucune dépense. A l'heure qu'il est les cadres de la plupart des régiments ne sont pas remplis et s'ils étaient appelés, bien peu pourraient entrer en campagne. L'honorable M. Masson, l'ancien ministre de la milice, n'a rien épargné, cependant, pour mettre l'effectif volontaire sur un pied convenable, et grâce à lui, toutes les munitions de guerre pourront bientôt se fabriquer au pays. Le personnel des forces permanentes doit être réduit, ou bien alors il faut de toute nécessité augmenter le crédit qui est affecté à leur entretien. Le personnel des officiers est beaucoup trop nombreux; en le réduisant, on réaliserait une économie, sans que le pays ait le moins du monde à en souffrir. Il serait également à propos de consacrer \$250,000 au lieu de \$175,000 pour les exercices militaires.

M. Masson—Il m'est impossible d'approuver certaines remarques de l'honorable préopinant, car il me semble que la milice est aujourd'hui dans une meilleure condition qu'elle a jamais été, et comme exemple, je puis citer le corps d'un honorable député est l'un des officiers. Il est facile de parler de réduire l'effectif, mais l'exécution est loin d'être aisée, car en abolissant certains corps on ferait des mécontents. Il est difficile d'augmenter cette année le crédit affecté aux exercices militaires, mais comme si tout le fait prévoir, les finances sont dans un état plus florissant l'année prochaine, cette augmentation pourra se faire, car elle est véritablement utile.

M. Bonster—Pour ce qui concerne la milice, il me semble que la Colombie Britannique a été maltraitée. M. Masson—Il faut dire aussi que la Colombie Britannique n'a pas suivi les instructions du gouvernement. On devait accorder à moitié prix l'emplacement pour la salle d'exercices militaires, chose qui n'a pas été faite.

M. Donville—Il ne serait pas sage de réduire immédiatement les dépenses de la milice; la plupart des corps manquent d'uniforme et j'ai été moi-même obligé d'acheter 80 paires de chaussures pour mon bataillon.

M. Boulbee—On pourrait effectuer quelques économies sur les états-major de brigade.

M. Williams—La réduction proposée par l'honorable député de York Nord, n'aurait pas eu effet car il ne faut pas perdre de vue que le personnel de l'état-major est chargé du soin de magasins militaires considérables. Les bataillons de la campagne sont appelés à rendre les plus grands services, il serait tout à fait mal à propos de les licencier.

M. Kirkpatrick—On aurait tort de réduire les cadres de la milice, car plus tard on aurait peut-être beaucoup de peine à les reformer.

M. Wright—Mon comté a demandé l'autorisation de former un régiment, mais le gouvernement n'a pas été en considération.

M. Masson—Les cadres sont complets. Puisqu'on demande la réduction de l'effectif volontaire, il n'y a pas de raison pour l'augmenter.

M. Thompson (Halifax)—Les bataillons n'ont pas de crédit alloué pour les exercices militaires, il est entièrement insuffisant.

Les items de \$17,400 pour les majors de brigade, de \$40,000 pour les instructeurs militaires et de \$115,000 pour les munitions de guerre et les uniformes sont adoptés.

Au sujet de l'item des \$52,000 pour les armenas.

M. Masson dit qu'il a envoyé un officier à Woolwich pour étudier la fabrication des cartouches. Il est chargé d'acheter le matériel nécessaire et la manufacture de cartouches sera établie à Québec.

En réponse à M. Caron.

M. Masson dit que la manufacture se trouvera en dehors des murs de la ville; les obus et les boulets se fabriqueront dans les anciennes casernes de l'artillerie.

En réponse à M. Jones (Leeds).

M. Masson dit que les soldats de la batterie seraient employés à la fabrication des cartouches.

Les items suivants sont adoptés: Exercices militaires \$75,000, contingent et service général, \$10,000, salaires d'exercices \$8,000.

Au sujet de l'item de \$59,000, pour le collège royal militaire.

M. Masson dit en réponse à sir Richard Cartwright, que l'Instruction donnée à l'école militaire est purement gratuite et qu'il est désirable qu'il en soit toujours ainsi.

L'item est adopté après discussion, ainsi que les items de \$14,000 pour l'Instruction militaire dans les collèges, de \$115,000 pour les écoles d'artillerie et de \$5,000 pour l'entretien de la garde du gouverneur-général à Rideau Hall.

ÉTATS DE SECOURS POUR LES IRLANDAIS

Table listing names and amounts for the Irish relief fund, including Bénéficiaires, Bénéficiaires de l'étranger, and Bénéficiaires de l'extérieur.

La chambre s'ajourne à 12:30.

L'EMIGRATION AUX ETATS-UNIS

L'émigration de nos compatriotes aux Etats-Unis est devenue une plaie pour notre province. Chaque semaine des escouades de cultivateurs prennent le chemin de la République Américaine pour aller travailler dans les manufactures.

Trompés par des personnes sans cœur et sans patriotisme, induits en erreur sur la prétendue prospérité qui les attend au-delà des lignes, les infortunés canadiens abandonnent la culture de leurs champs, disent adieu au clocher de leur village sur la parole d'agents de chemins de fer américains, intéressés à les tromper, et s'en vont grossir le nombre de ceux qui travaillent au profit du manufacturier de la Nouvelle-Angleterre.

C'est un malheur que nous devons tous déplorer, car ce sont des bras vigoureux qui nous quittent; des champs, au printemps, resteront sans culture, et ces enfants du pays ne trouvent aux Etats-Unis souvent que la misère et perdent pour l'agriculture ce goût et ces aptitudes qui, secondés par le travail, leur auraient procuré une honnête aisance au Canada.

Une bonne partie de cette émigration est due aux employeurs qui, intéressés à vendre des billets de chemins de fer pour lesquels ils reçoivent une prime, représentent l'état de l'industrie chez nos voisins sous des dehors trompeurs, et font miroiter aux yeux de nos cultivateurs trop confiants des perspectives brillantes.

Il est temps de mettre ordre aux flagorneries et aux menées coupables de ces agents de chemins de fer, et de nous consacrer avec plaisir que le député d'Otawa, M. Tassé, a interpellé le gouvernement à ce sujet dans la Chambre des communes. L'honorable M. Langevin a répondu que le gouvernement serait heureux d'avoir un moyen efficace d'arrêter la propagande anti-économique de ces agents, et qu'il le ferait avec plaisir toute recommandation qui lui sera faite sur le sujet. Il a en effet trouvé un remède et punir ceux qui abusent de la crédulité de la population agricole et la trompent d'une manière indigne.

Mais la législation, toute pratique et efficace qu'elle puisse être, ne sera pas toute puissante pour couper le mal dans sa racine. Il faut signaler le mal du doigt, avertir les gens de la campagne de la déception et de la misère qui les attend aux Etats-Unis; et pour cela il faut une voix susceptible de se faire écouter, une voix assez grande de nos cultivateurs à pour cause le luxe. Le père de famille qui n'a que le revenu de sa terre pour vivre, dépense au-delà de ses moyens, non pour nourrir sa famille, mais pour voir ses enfants.

Le jeune homme a besoin de sa voiture du dimanche et d'un cheval bien attelé; la jeune fille exige une toilette recherchée, tout comme elle d'une riche voisine; la faiblesse du père et de la mère cède devant ces exigences et de la sorte le cultivateur s'endette et finalement vend ce qu'il possède pour aller expier son imprvoyance en pays étranger.

Pourquoi la France est-elle si riche? Parce que les cultivateurs dépensent proportionnellement à leurs revenus et vivent avec économie. Pourquoi au Canada voit-on le contraire? Parce que le luxe est la plaie de nos campagnes et qu'on ne sait point économiser.

Nous avons donc raison de dire que le père seul, par sa prédication fréquente, par des appels réitérés et des avis paternels, pourra ralayer l'émigration de nos compatriotes. Il y a toute une croisade à prêcher, toute une organisation à faire dans chaque paroisse contre le luxe, et c'est à lui, à donner l'exemple, afin que l'exemple parte de haut et soit suivi efficacement par les autres classes de la société.

Que nos députés à Ottawa fassent leur devoir en adoptant toute législation qui les croit urgente contre les agents de chemins de fer américains et indubitablement le clergé de son côté, par sa parole influente, ses conseils et une forte croisade pour réprimer le luxe comme on réprime l'abus des boissons enivrantes, saura l'ébranler le chancier de l'émigration qui dépende nos campagnes et qui fait de tant aux honnêtes meurs.

—Minnere.

FONDS DE SECOURS POUR LES IRLANDAIS

Souscriptions de dimanche 9 Avril

Voici la liste complète des souscriptions recueillies dans les différentes églises catholiques du diocèse d'Ottawa:

Table listing names and amounts for the Irish relief fund, including Bénéficiaires, Bénéficiaires de l'étranger, and Bénéficiaires de l'extérieur.

Total, \$3,292 75

N. B.—Dans le montant de l'église Saint Patrice, Ottawa, est compris une somme de \$20 du Rev. Dr O'Connor; dans celui de Mount Saint Patrick, \$10 du Rev. J. J. Collins; dans celui de St. Denis, M.P.E., et dans celui de l'Original, \$4 du Rev. J. Q. Boucher; et \$10 de W. Lash, de Buckingham.

GANTON DE WRIGHT

Souscriptions pour le fonds de secours des Irlandais malheureux recueillies par le Dr Daniel, M.P.E., et envoyées à Mgr Gilooly d'Elphin:

Table listing names and amounts for the Irish relief fund, including Bénéficiaires, Bénéficiaires de l'étranger, and Bénéficiaires de l'extérieur.

Total, \$83 75

TRAGÉDIE DE LUCAN

Le juge a déclaré hier après-midi, qu'il ne voyait pas l'existence de raisons de nature à lui permettre de fixer le procès des personnes impliquées dans le meurtre de la famille Donnelly, dans un autre district judiciaire. La cause ne sera pas jugée devant les assises qui siègent actuellement, un terme spécial sera fixé pour son audition.

Hier soir, le village de Lucan a été de nouveau mis en émoi par un incendie qui a détruit la maison de Michael O'Connor, père du principal témoin, dans la cause du meurtre de la famille Donnelly. Les O'Connors sont partis à 8 heures pour London; lorsque ils ont quitté leur maison le poêle était parfaitement éteint; on attribue donc ce sinistre à la malveillance.

COURRIER DE HULL

Hull, 13—Le vapeur Spray, qui fait le service de la traversée, a quitté ses quartiers d'hiver; il est maintenant à l'ancre au quai Sterling. Il commença ses voyages dès que la baie sera libre de glace.

—M. McRae et Cie ont l'intention de transporter leurs chantiers de construction de bateaux, sur l'autre rive de l'Ottawa.

CHAPEAUX DE SOIE

Les nouvelles modes de chapeaux pour le printemps sont prêtes. Ces chapeaux font bien, sont très légers et conviennent à presque toutes les figures.

R. J. DEVLIN

TOUS LES JOURS GRANDE VENTE!

MARCHANDISES

Nouvelles et de Goût

O'DOHERTY et Cie.

110 RUE SPARKS

En face de MM. Bates et Cie., épiciers.

Etablissement Caledonia

DEGRAISSAGE, NETTOYAGE

Machine à battre les Tapis

UNE PIASTRE.

UN BON TAILLEUR

OPERA HOUSE

HERRMANN

MERCREDI ET JEUDI

MIE ADDIE

UN MAGNIFIQUE ASSORTIMENT

A TRES-BAS PRIX.

CHATFIELD,

92, RUE RIDEAU.

Chemin de fer Intercolonial

Soumissions pour matériel roulant

DES SOUMISSIONS seront reçues par le sous-juge jusqu'à midi, MARDI, le 20 AVRIL, courant, pour la livraison immédiate de QUATRE LOCOMOTIVES.

On peut obtenir des plans et spécifications en s'adressant au bureau du surintendant des machines, chemin de fer Intercolonial, Moncton, N.-B.

Par ordre, F. BRAUN, Secrétaire.

Département des chemins de fer et canaux, Ottawa, 6 avril 1880

SERVICE A THE

EN PORCELAINE,

(44 morceaux)

\$5.00

C. S. Shaw & Cie

IMPORTATEURS

63 rue Sparks

BEAUX CHAPEAUX!

FEUTRE:

50 et 75 cents

H. L. COTE,

128 Rue Rideau

Pres de la rue Nicholas

HOTEL MONTREAL

MICH. COAILLIER alias NAVION

Wellington et Bridge, Hull

Brands et cigares de premier choix, et table de première classe. Chevaux et voitures de toutes sortes à volonté.

Les personnes qui visitent Hull en touristes ou pour affaires, feront bien de descendre à cet hôtel, où elles trouveront tout le confort désirable.

19 février 1880.

1880

Fêtes de Pâques!

M. LAUR. DUHAMEL

Ayant fait de grandes améliorations à son état, lui permettant d'exhiber un assortiment plus considérable de

Viandes de Choix,

que les années précédentes, est capable de satisfaire tous les goûts.

Il remercie ses nombreux pratiques de l'encouragement libéral qu'il en a reçu, et sollicite de nouveaux leur patronage et celui du public en général. Il fera tout en son pouvoir pour tous les satisfaire.

IL A TOUJOURS EN MAINS VOLAILLES, SAUCISSES, LANGUES, VIANDES FUMÉES, LARD SALÉ, etc., etc.

AU COIN DU VIEUX

MARCHE BY,

SUR LA RUE CLARENCE.

Ottawa, 22 mars 1880.

FERRONNERIE

POUR LA

Ferronnerie à bon marché

ALLÉE CHÉZ

McDougal & Cuzner,

Enseigne de la GRANDE TARIÈRE,

RUE SUSSEX,

Ottawa, 2 février 1880.